

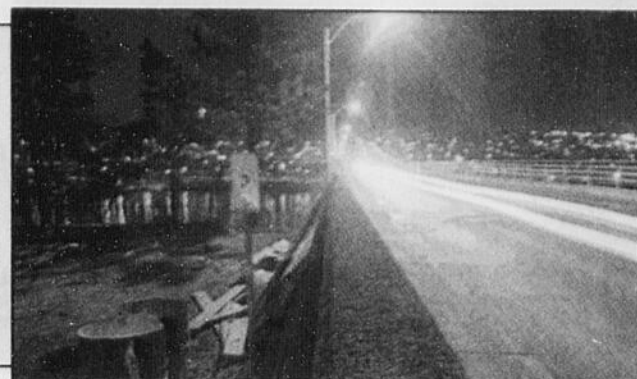


4  
6



Les sports

**Les Faucons échappent leur avance (C1)**



**Le pont rouvert depuis hier soir (A3)**

Téléphoto, par Claude Croiselière  
Fermé depuis le 17 juillet pour des réparations, le pont Jacques-Cartier a finalement été rouvert à la circulation en fin d'après-midi, hier, à 17 h.

# La Tribune

85<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

lundi

SHERBROOKE  
27 novembre 1995  
86<sup>e</sup> ANNÉE - No 238  
0,55 (WEEKEND: 1,50\$) Plus taxes

6 figurines à collectionner du film

HISTOIRE de JOUETS

JE préfère

BURGER KING

Personnalité/ B6



**Pierre Lafleur, l'homme derrière le téléthon du CUSE**

St-Claude/ A6



**Un homme de 25 ans périt asphyxié dans sa demeure**

Profil/D1



**Alumifab fait des pas intéressants sur le marché international**

Météo/A2

(331<sup>e</sup> jour de l'année)

Lever du soleil: 7h01

Coucher: 16h08

Neige débutant

ce midi; 5 à 10 cm;

max.: 0°

Demain: prob. 70 p.c.

de pluie; max.: 4°

Glin d'oeil

Il faut apprendre aux enfants à rêver les yeux ouverts

TILDEN Interrent

Location Autos • Camions  
Place Brouillard  
822-2100

## Sondage Everest La TRIBUNE

Partage des coûts du service d'incendie

# Même les gens de la banlieue appuient la Ville de Sherbrooke

Denis DUFRESNE

Sherbrooke

La majorité des citoyens de Sherbrooke et de sa banlieue tiennent au niveau de service offert par la Ville de Sherbrooke pour la protection contre les incendies, bien qu'ils le jugent coûteux, et ils sont d'accord pour répartir équitablement les coûts entre les municipalités desservies.

C'est ce qu'indique un sondage réalisé par le Groupe Everest pour le compte de La Tribune.

Ainsi, 73,8 pour cent des individus interrogés sont d'avis que les villes devraient s'entendre pour partager les coûts équitablement.

Seule nuance: les citoyens de Sherbrooke sont plus nombreux (80,8 pour cent) qu'en banlieue (61,5 pour cent) à être en faveur d'une telle mesure.

En revanche, 14,2 pour cent des répondants pensent que les villes de banlieue devraient créer leur propre service d'incendie, tandis que 12 pour cent estiment que Sherbrooke devrait assumer une plus large part de la facture.

Le sondage, réalisé les 16 et 17 novembre auprès de 600 citoyens de Ascot, Fleurimont, Rock Forest, Saint-Elie-d'Orford et Sherbrooke, démontre d'autre part que la quasi-totalité des répondants (98,3 pour cent) jugent le service «assez à très satisfaisant».

Cependant, 12,5 pour cent des personnes interpellées n'ont pu se prononcer sur la question.

De plus, 63,7 pour cent des personnes interrogées, autant à Sherbrooke qu'en banlieue, pensent que le niveau de service doit être le même pour l'ensemble des municipalités de la région de Sherbrooke.

Toutefois, 36,3 pour cent estiment que le service doit correspondre aux besoins réels des municipalités.

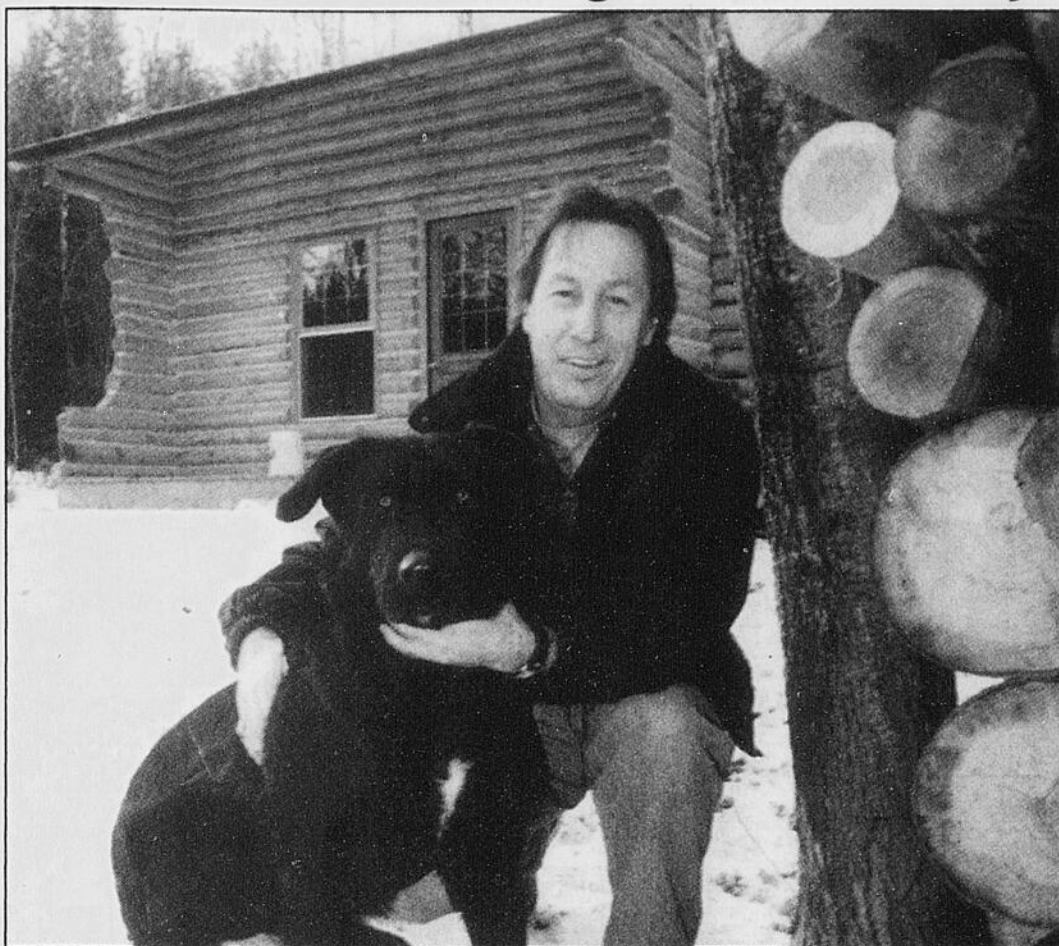
Pour ce qui est de l'appréciation du service des pompiers de la Ville de Sherbrooke, le sondage démontre que 83,1 pour cent des gens jugent qu'il «coûte cher mais est efficace», tandis que 14,3 pour cent disent qu'il «ne coûte pas cher et est efficace», ce qui porte le taux de satisfaction global à 97,4 pour cent.

Cependant, «les résidents de la région sherbrookoise semblent peu renseignés sur les coûts et/ou sur l'efficacité du service d'incendie, puisque 36 pour cent de ceux-ci n'ont pu se prononcer sur la question», notent les auteurs du rapport.

Enfin, 87,8 pour cent des personnes interrogées sont «peu en accord ou pas du tout d'accord» pour réduire la qualité du service en vue d'en diminuer les coûts. Par contre, 10,4 pour cent des gens sont «assez en accord» avec une telle mesure et seulement 1,8 pour cent sont «très en accord».

• Autre texte en A5

## Devenu criminaliste grâce au hockey



Accompagné ici de son chien, le criminaliste Jean-Pierre Rancourt aime prendre du repos au chalet qu'il a pris plaisir à bâtir avec ses amis sur sa propriété.

# Ses premiers examens auguraient fort mal

Sherbrooke

un jour. Même pas après avoir été reçu avocat...

S'il n'avait pas été un excellent joueur de hockey, Jean-Pierre Rancourt ne serait jamais devenu ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire l'un des avocats-criminalistes les plus en vue au Québec.

Rendu célèbre principalement par des causes aussi diverses et médiatisées que l'enlèvement de Charles Marion, l'accident du camionneur Richard Bilodeau aux États-Unis ou la fameuse partie de chasse de Guy Lafleur, Jean-Pierre Rancourt n'avait jamais vraiment pensé pratiquer le droit



Mario GOUPIL

Au départ, son rendement académique au Collège de Valleyfield, d'où il est originaire, ne lui permettait vraiment pas d'espérer porter la toge un jour. «Heureusement, l'équipe de hockey du Vert & Or de l'Université de Sherbrooke m'a approché. Je n'aurais jamais été accepté comme étudiant en Droit, si je n'avais pas été le meilleur joueur de mon équipe au niveau collégial. Ma moyenne de 70 pour cent au Cégep n'aurait pas suffi», avoue le principal intéressé, maintenant âgé de 46 ans.

Même les Cougars de Chicago, qui évoluaient dans l'Association mondiale de hockey, une nouvelle ligue qui cherchait à faire concu-

(suite en A2: EXAMENS)  
Un stage déterminant (A2)

# La grogne s'installe face à Johnson

Katia GAGNON

Québec (PC)

Une grogne post-référendaire agite le Parti libéral du Québec, dont plusieurs membres contestent ouvertement le leadership de Daniel Johnson.

A l'issue d'un conseil général extraordinaire convoqué en extremis par M. Johnson, une ancienne vice-présidente du parti, Diane Viau, s'est insurgée hier contre la «loi du silence qui prévaut au sein du PLQ», dirigé, selon elle, de façon autocrate par son chef.

«Ce n'est qu'une question de temps, a-t-elle dit. Quoi qu'il fasse, qu'il reste ou qu'il s'accroche, Daniel Johnson doit cesser sa mainmise sur le parti.»

Décroché de la base

Elle décrit un Parti libéral «déroché de sa base militante», où plusieurs députés et membres de l'exécutif sont «malheureux comme des diables».

«J'allume un signal d'alarme. Les gens ont de la difficulté à s'exprimer», a-t-elle lancé.

Et Diane Viau n'est pas seule à se poser de sérieuses questions sur le leadership de Daniel Johnson. Un des actuels vice-président du parti, Denis Thérien, va dans le même sens.



Daniel Johnson, ici accompagné de son épouse au conseil du PLQ, est ouvertement contesté dans ses rangs.

«Dans un avenir rapproché, les militants devront se prononcer là-dessus (le leadership de M. Johnson). On ne pourra pas rester dans le doute et l'inquiétude. Il y a des articles, des lettres, des sondages qui

sortent. Si ça se maintient, je pense que M. Johnson devra faire réaffirmer son leadership», dit-il.

Un militant de longue date du Parti libéral, François Ghali, qui a déjà écrit une lettre ouverte aux journaux, au lendemain du référendum, pour remettre en cause le leadership de Daniel Johnson, croit que le chef libéral a convoqué un conseil général en toute hâte justement dans le but d'éviter une contestation.

«Les dés ont été pipés pour encore une fois éviter un vote de confiance», dit-il, ajoutant que des pétitions remettant en cause le leadership de M. Johnson circulent déjà dans plusieurs circonscriptions.

S'il convient que les résultats référendaires ont laissé «une certaine inquiétude» chez les libéraux, Daniel Johnson s'empresse de minimiser ces critiques qui viennent de gens «pas mal moins présents dans le parti», dit-il.

Il affirme avoir senti «beaucoup d'appui» durant ce conseil général. «Je peux continuer à faire mon travail», en conclut-il, promettant d'effectuer, dans les prochains mois, une large tournée du Québec pour consulter la base militante du parti.

Des militants qui ont justement été au coeur de ce conseil général, où la constitution devait être à l'ordre du jour. Tous les ténors du parti ont convenu en coeur que

la base militante devait revenir au premier plan des préoccupations du parti.

Malgré ces appels à la discussion, la proposition d'un délégué d'Abitibi-Ouest visant à allonger la période de débat sur le post-mortem référendaire a été rejetée en matinée à une large majorité.

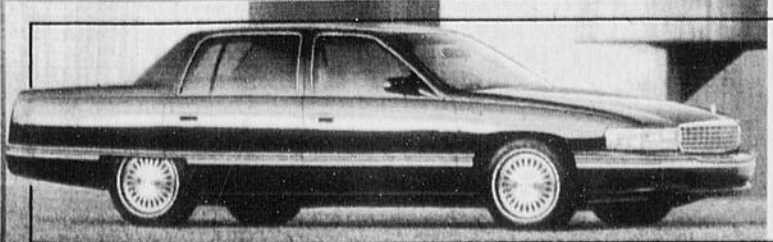
Une autre initiative de la commission jeunesse pour mettre sur pied une consultation des militants par d'autres militants sur la question constitutionnelle a aussi été rejetée du revers de la main.

En matinée, le chef libéral a réclamé du fédéral qu'il reconnaisse au plus tôt le caractère distinct de la société québécoise dans la constitution et accorde un droit de veto au Québec. Il demande également une décentralisation des pouvoirs, à commencer par la formation de la main-d'oeuvre.

«Je demande au reste du Canada de regarder la constitution comme un miroir dans lequel nous pourrions tous nous reconnaître», a-t-il lancé.

Ces demandes, ajoute-t-il, «représentent un point de départ, surtout pas le dernier mot», mais le gouvernement fédéral doit rapidement «annoncer ses couleurs» face à ces revendications.

Malgré ces demandes, la position constitutionnelle du PLQ ne sera livrée que dans 12 à 16 mois, «d'ici les prochaines élections ou le prochain référendum», confirme le président de la commission jeunesse, Claude-Eric Gagné.



Cadillac Sedan de Ville

1995 37 995\$

à partir de transport en sus préparation incluse

Beaucage

CHEVROLET GEO OLDSMOBILE CADILLAC LINCOLN

Gagnant au Gala Reconnaissances Estrie 1995



4339, BOUL. BOURQUE ROCK FOREST 823-4343

11309



# EMPLOIS DU JOUR

Fonctions: rédaction dépliant communautaire, communiquer avec médias, campagne de promotion, présentations médiatiques.

**Cuisinier/ère**  
Code prof: 6242 # 2029656  
Lieu: Sherbrooke  
Salaire: 9 \$/heure, permanent, temps partiel, 16 heures/semaine, 1 fin de semaine sur 2  
Exigences: 1 an et plus expérience, préparer repas cuisine familiale pour 35 personnes, responsable.  
Téléphoner en tout temps ou se rendre au 14 rue Jean-Maurice (sur Bowen entre King et Galt) à Sherbrooke le 27 novembre entre 9h30 et 11h.

**Veillez vous présenter à votre Centre d'emploi du Canada afin de consulter les offres dans les guichets informatisés d'emploi ou téléphoner à Info-Centre: 564-5970, 564-5983. Une initiative de La Tribune en collaboration avec le Centre d'emploi.**

**Agent/e de développement**  
Code prof: 4163 # 2027055  
Lieu: Sherbrooke  
Salaire: 425 \$/semaine, débutant le 27 novembre, temporaire, 15 semaines, plein temps  
Exigences: art. 25, être prestataire assurance-chômage, formation marketing ou communications ou expérience équivalente, expérience dans organisation et planification campagne de promotion, capacité de travailler en équipe, connaissance milieu communautaire et groupes de femmes, bilingue (atout), bonne communication orale et écrite

# Il a eu la piquûre du droit criminel pendant son stage

Sherbrooke

**M**ême pendant qu'il suivait son cours en Droit, Jean-Pierre Rancourt entretenait des doutes sur sa future carrière. «Je me suis dit, je vais aller chercher mon diplôme, et après on verra bien.»

L'avocat-criminologiste qui sommeillait en lui s'est finalement manifesté en juillet 1974, soit le deuxième jour où il a mis les pieds au Palais de justice de Montréal, afin d'y faire son stage.

C'est grâce au patron de celle qui allait devenir son épouse, elle-même secrétaire juridique, qu'il a eu l'opportunité d'effectuer son stage à cet endroit. L'homme en question avait de très bons contacts au ministère de la Justice.

«Je n'étais jamais allé au Palais de justice de ma vie, explique-t-il. Mon stage, je l'ai fait comme procureur de la Couronne. Je m'y suis présenté un matin, en me rapportant comme convenu au procureur de la Couronne. On m'a alors fait comprendre qu'à titre de représentant de la Reine, il valait mieux raser ma barbe et couper mes longs cheveux puisque l'on me confiait deux dossiers à plaider... le lendemain.»

Comme on lui a suggéré, le jeune Rancourt a passé cette première journée à la salle 312, à regarder et écouter des causes. Le lendemain, avec un habit tout neuf sur le dos, il faisait ses premières représentations sur sentence.

«C'est à ce moment-là que j'ai vraiment eu la piquûre, confesse-t-il. J'étais un plaideur, mais je ne le savais pas.» C'est pendant son stage que Jean-Pierre Rancourt s'est frotté pour la première fois au rusé Frank Schoofey, l'un des quelques rois des criminologistes montréalais à l'époque. Quelques années plus tard, Me Schoofey, qui a été assassiné en 1986, avait tenté de convaincre Jean-Pierre Rancourt de poursuivre sa carrière à Montréal. Ce dernier a préféré demeurer à Sherbrooke, où il avait complété son stage sur l'invitation de Me Michel Pinard, qui est encore aujourd'hui le substitut du Procureur général pour le district de Saint-François.

## Ami avec les Bilodeau

Depuis, Jean-Pierre Rancourt a toutefois traversé dans le camp adverse, en défense. «Il n'y avait pas de criminologiste à plein temps à Sherbrooke à l'époque. Et c'était plus payant», dit-il.

Les grosses causes ont suivi. Ce fut d'abord l'affaire Marion en 78-79 où il a défendu le couple Valence, qu'il a fait acquitter sur quatre des cinq chefs d'accusation. Une affaire qui a aussi fait le tour de l'Amérique a été celle du camionneur Richard Bilodeau de Coaticook, en 89.

«Richard Bilodeau et son épouse Carole sont les seuls clients avec qui je suis resté ami. Nous sommes même allés en



Téléphoto par Claude Croisetière  
À sa résidence, l'avocat Jean-Pierre Rancourt pose en compagnie de son épouse Suzanne et ses trois enfants: Véronique (14 ans), Elizabeth (12 ans) et Jean-Samuel (7 ans).

vacances ensemble l'an dernier», explique Me Rancourt. La cause de Richard Bilodeau a d'ailleurs ouvert la porte des États-Unis à l'avocat sherbrookois. Il y possède un bureau d'avocats en partenariat avec un confrère américain, David Wilson, en plus d'y brasser des affaires.

Cette année, il a vendu le dépotoir dont il était copropriétaire avec des hommes d'affaires d'ici et des États-Unis. Une transaction de plusieurs millions de dollars, mais une affaire qui a failli tourner au vinaigre. «On a risqué gros dans cette aventure. Personnellement, j'ai tout risqué et j'aurais pu me faire laver. Je nous considère chanceux d'avoir pu passer à travers ça. Jamais plus je ne vais réinvestir dans une affaire comme celle-là», promet-il.

Jean-Pierre Rancourt a tout de même poursuivi son incursion chez l'Oncle Sam récemment alors qu'il est devenu copropriétaire d'un restaurant et d'une marina. Pour lui, c'est le début d'autre autre aventure, moins risquée que la dernière...

# Un homme qui aime attirer l'attention

Sherbrooke

**J**ean-Pierre Rancourt aime attirer l'attention et il ne s'en cache pas. Depuis qu'il a défendu le groupe de motards «Les Gitans», devenu depuis les «Hell's Angels», il s'en trouve pour le regarder d'un air suspect.

«Ça fait 15 ans que je n'ai pas touché à une de leurs causes, se défend-il. D'ailleurs, toutes les causes les concernant, que nous avons eues, François Gérin et moi, quand nous étions leurs avocats, étaient insignifiantes.»

Et ces doutes qui persistent?

«Ça me dérange toujours ce que les gens peuvent penser, rétorque-t-il. Parce que nous sommes des criminologistes, il y en a qui pensent que nous ne sommes pas honnêtes. Après plus de 20 ans de carrière à côtoyer le milieu criminel, je n'ai jamais été impliqué dans quoi que ce

soit de criminel.»

Jean-Pierre Rancourt s'indigne des ragots que l'on peut véhiculer sur son compte. «S'il y avait eu quoi que ce soit, ce serait sorti sur la place publique. Malheureusement, il y a toujours des rumeurs et c'est ce qui me fatigue le plus. Heureusement, les membres de ma famille ne sont pas trop près de ma carrière», ajoute-t-il.

A sa résidence, l'avocat Rancourt a toujours eu un chien et un système de sécurité comme forme de protection pour son épouse Suzanne et ses trois enfants: Véronique (14 ans), Elizabeth (12 ans) et Jean-Samuel (7 ans).

Lorsque le criminologiste montréalais Frank Schoofey a été abattu froidement au travail en 1986, Jean-Pierre Rancourt a augmenté la sécurité à son bureau.

«Quand un gars décide de te faire la peau, tu auras beau prendre toutes les précautions, ça ne l'arrêtera probablement pas. J'ai quand même fait installer des moniteurs et des caméras dans nos bureaux», de confier l'avocat sherbrookois.

Comme tout criminologiste, Jean-Pierre Rancourt a eu à défendre des gens qu'il savait coupables.

«Je ne suis pas le juge et selon notre

loi, un accusé est présumé innocent jusqu'à preuve du contraire. Je ne suis pas la conscience de l'accusé non plus. Je ne suis que son bras droit légal. L'avocat est là pour le défendre et pour cela, j'exige que mon client me dise la vérité avant que le procès commence. Habituellement, il n'y a qu'avec les fraudeurs que l'on n'a pas l'heure juste.»

## Motards et tueurs d'enfants

Jamais plus Jean-Pierre Rancourt ne défendra de membre de groupes de motards. «Trop exigeant», explique-t-il.

Jamais, non plus, il n'a accepté de défendre des violeurs d'enfants, des tueurs d'enfants. «Depuis que j'ai des enfants, j'ai toujours refusé ces causes et je les refuserai toujours», lance-t-il avec fermeté.

C'est le père de famille, bien plus que l'avocat Jean-Pierre Rancourt qui s'exprime ainsi. Ce père de famille qui vient de bâtir un chalet en bois rond derrière la résidence familiale qui trône sur 13 acres de terrain.

«Mes jeunes vont pouvoir y recevoir leurs amis et s'y amuser à leur goût. Je me suis amusé à la bâtir avec des amis et j'aime bien m'y reposer les fins de semaine», explique-t-il.

Un vrai petit bijou.

## EXAMENS: suite de UNE

rence à la Ligue nationale au début des années 70, l'avaient invité à leur camp d'entraînement. Son père étant professeur d'école, il a évidemment suivi sa recommandation de dire «non» à l'aventure du hockey professionnel et de poursuivre ses études.

«Pour mon père, les études étaient naturellement quelque chose de très important. J'aurais quand même dû aller à Chicago, c'aurait été une expérience à vivre. Je ne regrette pas mon choix, mais j'aurais aimé vivre l'expérience», répète-t-il.

Accepté en Droit seulement parce que le Vert & Or le voulait dans son équipe, Jean-Pierre Rancourt n'a quand même pas joué au hockey très longtemps - quelques mois à peine - pour l'Université de Sherbrooke puisque pour payer ses études, il se devait de travailler. Toutes les fins de semaine, il retournait donc dans son patelin où il agissait comme serveur à l'Hôtel des Rapides de Co-

teau-du-Lac, propriété de la mère de celle qui allait devenir plus tard son épouse, Suzanne Fortin.

La preuve que Jean-Pierre Rancourt ne pensait pas sérieusement à devenir avocat un jour, il s'était aussi inscrit en Éducation physique à l'Université d'Ottawa et en Criminologie à l'Université de Montréal.

Avocat il allait finalement devenir, mais pour cela il a dû trimer dur. Rien n'a été facile comme l'indique sa moyenne académique: 60,2 pour cent à sa première année en Droit, 65 pour cent à sa deuxième et 70 pour cent à sa troisième. Il a même échoué le premier des six examens qui allaient lui permettre d'être admis au Barreau. Et pas n'importe quel puisqu'il portait sur le droit criminel!

Ce n'était pas de très bon augure. Et pourtant...

**RÉSULTATS**  
lotto-québec

Tirage du: 95-11-25

GAGNANTS	LOTS	2 500 000,00 \$
6/6	6	2 500 000,00 \$
5/6+	21	76 967,40 \$
5/6	922	1 402,40 \$
4/6	42 407	58,40 \$
3/6	768 988	10,00 \$

Ventes totales: 41 034 034,00 \$  
Prochain gros lot (approx.): 2 100 000,00 \$  
Prochain tirage: 95-11-29

**Extra**

Tirage du: 95-11-25

NUMÉROS	LOTS
171849	100 000 \$
71849	1 000 \$
1849	250 \$
849	50 \$
49	10 \$
9	2 \$

Numéro complémentaire: 29

**Banco**

Tirage du: 95-11-25 SAMEDI

8 9 11 12 13	1 2 3 7 8
14 16 32 35 40	9 13 18 23 24
44 47 48 49 56	26 28 33 37 43
57 60 61 62 70	48 49 52 58 65

Tirage du: 95-11-26 DIMANCHE

**SELECT**

Tirage du: 95-11-25

GAGNANTS	LOTS	1 000 000,00 \$
6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	16 257,90 \$
5/6	25	1 083,80 \$
4/6	844	59,90 \$
3/6	14 584	5,00 \$

Ventes totales: 632 424,00 \$  
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000 \$

**MISE-TÔT** 1-13-33-38

GAGNANTS	LOTS
51	980,40 \$

**SUPER 7**

Tirage du: 95-11-24

10 21 29 35 37 43 45

Numéro complémentaire: 23

**Extra Super 7**

Tirage du vendredi: 95-11-24

NUMÉROS	LOTS
459554	100 000 \$
59554	1 000 \$
9554	250 \$
554	50 \$
54	10 \$
4	2 \$

GAGNANTS	LOTS	2 500 000,00 \$
7/7	0	2 500 000,00 \$
6/7+	0	88 825,10 \$
6/7	34	2 285,90 \$
5/7	1 729	160,50 \$
4/7	37 664	10,00 \$
3/7+	35 391	10,00 \$
3/7	318 030	partic. gratuite

Ventes totales: 4 726 868,00 \$  
Prochain gros lot (approx.): 4 000 000,00 \$  
Prochain tirage: 95-12-01

**TV A, le réseau des tirages de Loto-Québec**  
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**PARTICIPEZ AU CONCOURS** La Tribune

# OÙ est Myriam?

Facile! Du lundi au vendredi, découpez la pièce du jour et collez-la sur l'image mystère qui paraît chaque samedi dans La Tribune. De plus, servez-vous de l'indice afin de découvrir l'endroit mystère où se cache Myriam. Une fois l'énigme résolue, complétez le coupon de participation dans le journal de samedi et retournez-le à La Tribune afin de participer aux tirages. Bonne chance!

**4 000 \$ À GAGNER!**

2 PRIX DE 100 \$ PAR SEMAINE  
2 PRIX DE 1 000 \$ LE 22 DÉCEMBRE 1995  
\*Motté du prix pour les non-abonnés

Reglements disponibles à La Tribune

**INDICE:** Myriam se prépare pour un hiver rempli d'activités extérieures.

# Prévisions à long terme pour Sherbrooke

Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Cette nuit	Mardi	Mercredi	Jeudi
CIEL VARIABLE AVEC AVERSES DE NEIGE	NUAGEUX	PLUIE ET NEIGE	CIEL VARIABLE	CIEL VARIABLE
max 0	min -3	max 3	-11/-4	-13/-5

GOLF • BBQ • JARDINAGE • VOYAGE • VELO • RENOVATION • SPECTACLE • VOIE

## Inquiet de la météo?

1900 451-4455

Nos météorologues à votre service

Environnement Canada  
La météo à la source

CONSTRUCTION • RANDONNÉE • CHALET • CAMPING • MÉTÉO-MONDE • FESTIVAL

## INDEX

Arts:.....	B-2
Bandes dessinées:.....	C-5
Chez nous:.....	B-1
Décès:.....	D-5
Économie:.....	D-1
Éditorial:.....	A-4
Messier en liberté:.....	C-5
Petites annonces:.....	D-2
Personnalité:.....	B-6
Profil:.....	D-1
Sports:.....	C-1

**La Tribune**  
1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,  
Tél.: 564-5450, 11K 2X8

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc. (division La Tribune)

TÉLÉPHONES	LIVRAISON	ABONNEMENTS
Petites annonces: 564-0999 Publicité: 564-5450 Rédaction: 564-5454 Abonnements: 564-5466	Camelots et camelots motorisés Prix de vente suggéré incluant T.P.S. payé par le camelot .....\$3.71 taxe de vente du Québec.....24 Coût à l'abonné.....\$3.95	Abonnement par la poste au Canada, sauf endroits desservis par camelot et camelots motorisés. 1 an \$255,00 6 mois \$140,00 3 mois \$80,00 1 mois \$50,00

ENVOI DE PUBLICATION: Enregistrement No 0529168

TERRITOIRE IMMÉDIAT:

Temps	Prix	TPS	TVO	Total
1 an	\$255,00	\$17,85	\$17,74	\$290,59
6 mois	\$140,00	\$9,80	\$9,74	\$159,54
3 mois	\$80,00	\$5,40	\$5,56	\$91,16
1 mois	\$50,00	\$3,50	\$3,48	\$56,98

HORS DE NOTRE TERRITOIRE IMMÉDIAT:

Temps	Prix	TPS	TVO	Total
1 an	\$310,00	\$21,70	\$21,56	\$353,26
6 mois	\$185,00	\$12,95	\$12,87	\$210,82
3 mois	\$110,00	\$7,70	\$7,65	\$125,35
1 mois	\$55,00	\$3,85	\$3,83	\$62,68

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS 1 an \$700,00, 6 MOIS \$410,00, 3 MOIS \$265,00, 1 MOIS \$130,00

«La Tribune» est sociétaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse canadienne. Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fac-similées de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.



## en danger?

COMPOSEZ  
**900**

### Quand ne pas utiliser le 9-1-1 ?

Si aucune vie humaine n'est pas en danger et si la situation n'est pas vraiment urgente, vous ne pouvez pas composer le 9-1-1. Vous communiquez plutôt avec les services concernés par la situation dans votre municipalité. Par exemple, pour un rapport d'accident, pour une déclaration de vol, pour des demandes de renseignements.

### Votre maison est-elle équipée d'une adresse visible?

Lorsqu'on habite dans une municipalité équipée d'un système téléphonique d'urgence 9-1-1, un numéro de porte bien visible aide les policiers, les pompiers ou les ambulanciers à vous retrouver rapidement.

## Actualité en bref

### Le 9-1-1 dès demain

**Sherbrooke** - Le service centralisé d'appels d'urgence 9-1-1, réclamé depuis quelques années par les citoyens, les policiers et les pompiers de la région, sera disponible dès demain à Ascot, Bromptonville, canton de Brompton, Deauville, Fleurimont, Lennoxville, Rock Forest, Saint-Elie-d'Orford, Sherbrooke et Waterville.

### CKSH rediffuse son Ruban d'or

**Sherbrooke** - Le Service des nouvelles de CKSH rediffusera l'émission «Les victimes de l'alcool au volant» qui a mérité le Ruban d'or de l'Association canadienne des radiodiffuseurs, pour la meilleure émission d'information télévisée au pays. Ce document de 60 minutes fait état des conséquences de la conduite en état d'ébriété. Une émission troublante. Des témoignages touchants. Cette émission, animée par Mario Langlois, sera présentée le vendredi 8 décembre de 18h00 à 19h00 sur les ondes de CKSH.

### Colloque Estrie zone verte

**Sherbrooke** - Le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie et ses partenaires invitent les citoyens et organismes au deuxième colloque régional «Estrie zone verte», le samedi 2 décembre à compter de 8h30 au Collège de Sherbrooke.

Cet événement constitue l'aboutissement d'une tournée de consultation réalisée dans le cadre de la consultation provinciale Eco-sommet et servira de prélude à un sommet provincial, à Montréal en mai 1996.

Trois ateliers seront offerts aux participants lors de la rencontre de Sherbrooke: la protection des lacs et des cours d'eau, la gestion environnementale dans les commerces, les industries et en agriculture: la faune, la flore et les habitats, l'aménagement du territoire et les systèmes de transport, ainsi que l'énergie et l'air; la gestion durable de la forêt, la gestion intégrée des déchets et la restauration minière.

### Noël pour la paix se poursuit

**Sherbrooke** - Commencée le 19 novembre, la Campagne de Noël pour la paix se poursuit. Il n'est donc pas trop tard pour y contribuer.

Si aucun bénévole n'a frappé à votre porte ou si vous étiez absent, il est toujours possible de faire parvenir sa contribution directement à l'organisme ou d'attendre l'installation des stands de vente qui seront bientôt installés dans des centres commerciaux, des caisses populaires et des épiceries.

### Conférence sur le commerce mondial

**Sherbrooke** - Le commerce international sera au centre des discussions lors du prochain souper-conférence de la Chambre de commerce de Rock Forest, Saint-Elie, Deauville.

La chambre a en effet confié au président de Lippert Pintlepin MPG, André Corriveau, et à un représentant de la Banque fédérale de développement (BFD) le soin de faire part de leurs expériences et de leurs démarches en commerce international au cours d'un souper qui se déroulera le mercredi 29 novembre 1995, à l'Auberge Le Beau Site, rue Dion, à Deauville. L'activité se tiendra à compter de 18h30.

# Les Sherbrookoïses retrouvent leur pont

Alain GOUPIL

Sherbrooke

Le cauchemar des automobilistes sherbrookoïses est terminé. Depuis 17 h hier soir (13 heures plus tôt que prévu), le pont Jacques-Cartier, avec son nouveau tablier de béton haute-performance et sa nouvelle dalle imperméabilisée, a retrouvé sa vocation originelle: celle de relier les quartiers nord et sud de Sherbrooke.

Initialement, la réouverture devait avoir lieu à 6h ce matin. Mais comme l'a expliqué Denis l'Heureux, porte-parole du ministère des Transports, le temps doux de la fin de semaine a permis de décaler la fin des travaux.

«Selon nos prévisions, les travaux devaient prendre fin ce soir (hier) ou cette nuit. Le temps que les ouvriers ramassent leurs outils, on prévoyait ouvrir à 6h, mais comme tout était terminé en après-midi et que les entrepreneurs habitent Montréal et Québec, on a décidé de ne pas garder le pont fermé plus longtemps. De toute façon les gens avaient assez attendu comme ça...»

Cette réouverture précoce met donc officiellement fin à des travaux de réfection qui auront coûté 1,65 million au trésor québécois et 300 000 \$ aux contribuables sherbrookoïses. Ces montants auront

servi, notamment, à refaire le tablier du pont à l'aide de matériaux que l'on dit ultra-résistants ainsi qu'à refaire l'éclairage.

On a aussi profité des travaux pour refaire les garde-fous, dont celui du côté ouest conçu de façon à protéger les cyclistes qui circuleront sur le trottoir.

#### Soulagement

Hier après-midi, les derniers ouvriers affectés à la cure de rajeunissement du pont Jacques-Cartier s'affairaient à plier bagages. Et le plus heureux d'entre eux était sans contredit le gérant de projet, Jacques Pilote, qui pouvait maintenant penser à rentrer chez lui.

«Quand t'as passé quatre mois sur un chantier, sept jours sur sept, à raison de 10 à 15 heures par jour, t'as hâte de rentrer chez vous», a-t-il exprimé tout en répondant aux nombreuses questions des automobilistes venus s'enquérir de la situation.

Pour les quelque 22 000 automobilistes qui empruntaient quotidiennement ce pont avant sa fermeture le 17 juillet, le moment était attendu. Pour eux, fini les longs et fastidieux détours par l'autoroute 410 ou la rue Belvédère. Même chose pour les milliers d'étudiants et de professeurs de l'Université de Sherbrooke pour qui le pont Jacques-Cartier représentait le plus court chemin entre le campus et leur demeure.



Comme tous ses collègues de travail qui ont eu à rajeunir le pont Jacques-Cartier, Sylvain Bouchard a quitté le chantier en fin d'après-midi, hier.

# Le nouveau tablier ne fait pas l'unanimité

Sherbrooke (AG)

Avant même sa réouverture, le pont Jacques-Cartier ne faisait pas l'unanimité hier parmi ceux venus constater le résultat des travaux.

S'il s'en trouve pour lui accorder un certain cachet, d'autres par contre trouvent qu'on a plutôt fini les coins un peu ronds.

Résidant à quelques pas du pont, Jacques Blais en avait surtout contre la décision de la Ville d'installer des lampadaires sur un seul côté du pont (côté est), plutôt que des deux côtés.

«Tous les ponts de la ville sont éclairés des deux côtés. Je comprends pas pourquoi on a décidé de supprimer un côté. D'autant plus qu'il fait plus noir ici (faute d'éclairages avoisinants) que sur les autres ponts de la ville. Et puis le fait d'éclairer un seul côté porte beaucoup à confusion. On dirait carrément que le pont n'est pas fini», dit-il.

Jacques Pilote, gérant de projet, soutient que les usagers n'ont rien à craindre. Les lampadaires, dit-il, sont non seu-

lement efficaces, ils ont été conçus pour éclairer adéquatement tout le tablier.

«Non seulement on a rallongé leur portée, mais l'intensité de lumière est plus forte qu'avec les anciens lampadaires».

Autre amélioration: les cuvettes placées en bordure de la chaussée côté ouest sont maintenant plus petites, ce qui devrait faire du bien à la suspension de nombreux véhicules. Tout comme les joints de dilatation qui ont été réduits de 10 à deux.

#### Commerçants heureux

Plus heureux encore que les automobilistes, les commerçants des alentours osaient à peine croire que le Jour J était enfin arrivé.

«Le chiffre d'affaires va enfin remonter», n'a pas caché Nathalie Inkel, copropriétaire de la station Pétro-Canada, coin King-Jacques-Cartier.

Depuis la fermeture du pont, en juillet dernier, Mme Inkel affirme avoir perdu 45 pour cent de ses ventes. Un manque à gagner qu'elle ne croyait pas possible l'été dernier.

«Beaucoup de nos clients viennent de

l'Université. Au début, ils ont continué à venir ici, mais tôt ou tard, on savait qu'ils allaient cesser en raison du détour que ce la représentait».

Responsable du dimanche au café-bistro Le Cartier, Josée Lange était elle aussi «très heureuse» de la réouverture

immédiate du pont.

«Dans notre cas, c'a été moins pire qu'on pensait: nos clients réguliers ont continué de venir manger ici. Ceux qu'on a perdu, et qu'on va retrouver, ce sont surtout les passants», a-t-elle pris soin d'expliquer entre deux services.

### La voie alternative ouverte à Ascot

## La Montante reste fermée

Ascot (AG)

Ascot a procédé samedi après-midi à l'ouverture l'ouverture de la voie alternative reliant le chemin Duront à la route 216. Toutefois, la rue Montante demeure fermée encore quelques jours, selon ce qu'il a été permis d'apprendre.

Dans un communiqué transmis aux

médias, samedi matin, le maire Robert Pouliot a annoncé l'ouverture de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la «Montée d'Ascot Express».

Rappelons que l'ouverture de cette artère vient en quelque sorte mettre un terme à ce qu'on a appelé la saga de la Voie Montante.

Le mois dernier, le maire Pouliot avait créé tout un émoi en forçant la fermeture de cette rue résidentielle.

# Cupidon frappe au pavillon Rock Forest

□ Âgés de 79 et 77 ans, Blanche Denis-Brousseau et Lorenzo Gaudreault convolent le 16 décembre



Daniel FORGUES

Rock Forest

L'amour n'a pas d'âge. A 79 ans et 77 ans, Blanche Denis-Brousseau et Lorenzo Gaudreault sont... tombés en amour.

Pas à peu près. Tellement que, le 16 décembre, il se marieront au pavillon Rock Forest un centre pour retraités où ils résident tous deux.

Il y a moins d'un an, pourtant, les deux ne se connaissaient pas. Veuve et veuf depuis 1993, le couple a fait connaissance quand Lorenzo a aménagé au pavillon Rock Forest en mai dernier.

Dans la chambre tout juste à côté de celle de Blanche.

«Il y a même une porte qui communique entre les deux, c'est une suite, mais jamais qu'on aurait pensé que cette porte servirait...», conte M. Gaudreault en riant.

#### Tombé dans l'oeil

De jour en jour, de semaine en semaine, ils se sont regardés aller, comme épiés.

Puis un bon jour où on recevait des musiciens dans la salle de séjour du centre, il y a quelques mois à peine, Lorenzo a invité Blanche à se préparer pour la danse du soir.

Elle n'a pas dit non.

De fil en aiguille, l'amour a grandi.

Âgés respectivement de 77 ans et 79 ans, Lorenzo Gaudreault et Blanche Denis-Brousseau se marieront religieusement le 16 décembre après s'être connus au pavillon Rock Forest où ils demeurent tous les deux. Il y a moins d'un an, ils ne se connaissaient pas. Ils sont... tombés en amour.

Chacun de son côté, ils ne s'attendaient jamais à vivre un tel amour au point de se marier.

«En arrivant ici, je l'avais vue, elle m'avait tombé dans l'oeil, mais je ne bougeais pas, j'attendais, j'étais gêné, je la regardais», dit M. Gaudreault, un père de six enfants.

Le soir de la danse, il l'a embrassée. «Je lui ai dit qu'elle ressemblait à une belle jeune fille. Elle m'a répliqué qu'elle était pleine de rides et je lui ai répondu que je ne le voyais pas ses rides», conte-t-il en entrevue avec La Tribune.

#### Des projets

Quant à Mme Blanche Denis-Brousseau, elle n'en revient tout simplement pas.

«Oui, on est tombé en amour. Pour moi, ça ne m'était jamais venu à l'idée. En 1993, en l'espace de neuf mois, j'ai perdu mon mari, mon fils unique de 46 ans ainsi que ma soeur, j'ai tout vécu, ça n'a pas été facile», confie-t-elle.

Le mariage? «Tout le monde m'en parlait un peu ici, mais je n'osais pas en parler, puis Lorenzo me l'a demandé...»

Élabore-t-on des projets dans le cadre d'un mariage à 77 ans et 79 ans.

Pas de voyage de noces en vue.

«Notre voyage de nocce, ça va être de passer une nuit sans une chambre d'hôtel de la région, Blanche ne sait pas où encore, mais la réservation est faite et ce sera une surprise pour elle», confie M. Gaudreault.

Ce sera la première fois que des pensionnaires du pavillon Rock Forest se marient.

Pour les circonstances, la quarantaine de pensionnaires sont invités à la salle de séjour de l'établissement de la rue Gaspé où la cérémonie sera célébrée par un prêtre.

«On va faire comme dans les vraies noces, on va fêter un peu et on va quitter dans le milieu de la soirée, on reviendra le lendemain», conclut M. Gaudreault.

CONCOURS

# JOURNALISTES D'UN JOUR

À VOIR TOUS LES MARDIS

DANS **LaTribune**

POUR passionnés SEULEMENT



# Éditorial

La Tribune Raymond Tardif, Président et Éditeur

Jacques Pronovost, Rédacteur en chef

Roch Bilodeau, Éditorialiste en chef adjoint

## Bienvenue au service 9-1-1

Le lancement du service d'urgence téléphonique 9-1-1 aura lieu demain dans la région de Sherbrooke. Les territoires d'Ascot, Bromptonville, Canton de Brompton, Deauville, Fleurimont, Lennoxville, Rock Forest, Saint-Elie d'Orford, Waterville et Sherbrooke pourront compter sur ce service devenu nécessaire pour une meilleure sécurité de la collectivité.



Raymond TARDIF

Le service 9-1-1 sera aussi en vigueur à compter de demain dans la région de Magog où sept municipalités ont collaboré au projet. À Sherbrooke comme à Magog, les autorités ont vite fait le consensus sur la pertinence de ce service d'urgence.

À Magog, le cœur du 9-1-1 se retrouve au quartier général de Police Memphrémagog tandis qu'à Sherbrooke, les installations ultra-modernes du 9-1-1 logent dans l'édifice de la Sécurité municipale.

Un excellent reportage du journaliste Pierre Saint-Jacques et du photographe Claude Poulin dans notre édition de samedi a témoigné de la qualité des installations et de l'implication du personnel.

S'il faut reconnaître la volonté du maire Jean Perrault et des autorités de Sherbrooke d'activer le dossier du 9-1-1 il y a quelques mois, il faut également souligner la collaboration enthousiaste de leurs collègues des autres villes et municipalités participantes.

Et que dire du travail de ceux et celles qui ont eu à mettre en place ce service essentiel. En s'inspirant de ce qui s'est fait ailleurs, l'équipe responsable a placé Sherbrooke à l'avant-garde avec un système à la fine pointe de la technologie. Le recrutement et la formation des préposés aux appels d'urgence ont aussi constitué une priorité si bien que la région de Sherbrooke misera sur une équipe professionnelle qui a hâte d'entreprendre officiellement sa mission, demain.

On prévoit que le service d'appels d'urgence 9-1-1 régional recevra 150 000 appels au cours de la première année. Seulement 10 à 15 pour cent de ces appels seront de vraies urgences.

D'où l'importance pour les citoyens de bien consulter la publicité qui entourent les débuts du service. Et pourquoi ne pas prendre, dans chaque foyer, un «petit cinq minutes» pour faire le point sur le 9-1-1. L'intervention commence là.

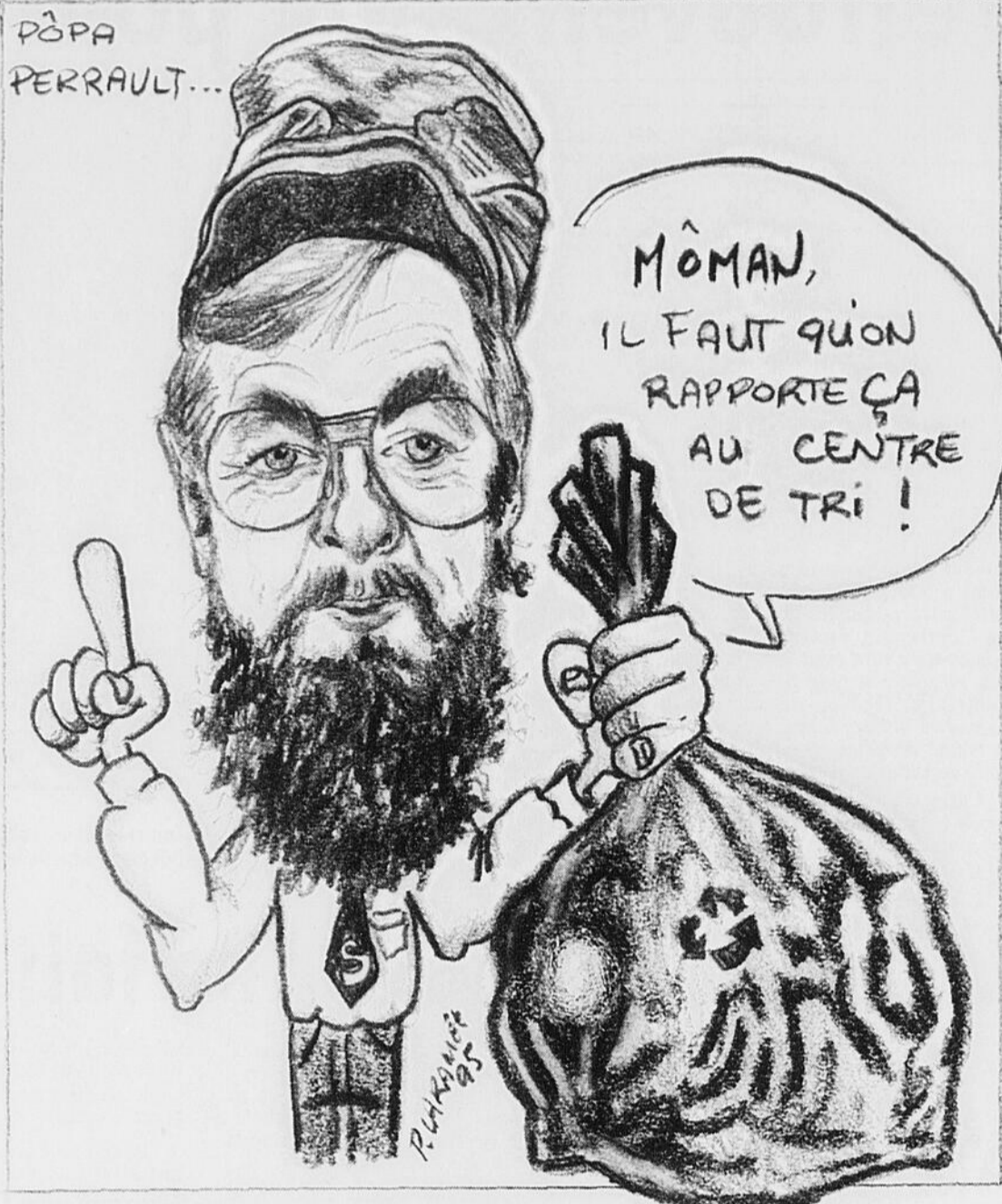
## Et bienvenue au pont Jacques-Cartier!

Après 133 jours de détours, les Sherbrookoïses et tous les usagers du pont Jacques-Cartier ont retrouvé depuis 17 heures hier soir ce trait d'union indispensable.

L'événement est majeur. La Tribune publie des pages spéciales dans la présente édition. La radio et la télévision étaient sur place ce matin. Le pont rénové a recommencé à accueillir plus de 22 000 véhicules à chaque jour.

Facile de s'imaginer les tracés des automobilistes et des camionneurs au cours des quatre derniers mois. Les travailleurs assignés aux travaux de rénovation ont eu de la pression. Ils ont bien réagi.

La médaille d'or revient cependant aux commerçants touchés par ces travaux qui, c'est indéniable, les ont privés d'un achalandage important.



## TRIBUNE LIBRE

### À propos du nationalisme...

Oui, je crois mieux saisir toute l'ambiguïté qui entoure le nationalisme d'un grand nombre de francophones de souche. Un auteur anglo-québécois faisait part l'autre jour à une émission de télévision de son sentiment d'exclusion comme Québécois à la fête du 24 juin, maintenant appelée fête des Québécois. Voilà l'ambiguïté. La fête du 24 juin était à l'origine la fête des Canadiens français, et quand on a voulu la faire devenir la fête des «Québécois», elle a perdu son sens premier. Pour plusieurs francophones, elle restait la fête des Canadiens français, comme coutume rattachée à une histoire particulière, un lieu d'appartenance, comme il y a la fête des Irlandais fêtée au Québec, avec parade et célébrations par des Québécois d'origine irlandaise! Et c'est la même chose pour la promotion de la souveraineté.

Le Québécois francophone, qui milite pour la souveraineté dans le but d'assurer la survie de sa culture et de sa langue d'origine, d'un sentiment d'appartenance à une histoire commune, a le droit, à mon avis, d'avoir ce goût d'une ethnicité légitime qu'on reconnaît à tous les peuples. C'est la façon de réaliser cette réalité et d'être respecté qui est compliqué à définir.

Moi je voudrais d'un État qui me permette de faire vivre ma culture, ma réalité francophone, rat-

tachée à un passé, mais aussi pour vivre des amitiés avec d'autres nations, qui seraient fondées sur la liberté et l'égalité. J'ai entendu une Israélienne, dans le film *La terre des autres* dire qu'il faudrait que les Israéliens et Palestiniens soient indépendants pour pouvoir avoir des relations d'égalité et de respect. C'est-à-dire changer leur situation où deux peuples ont des droits, mais où la situation existante est que l'un domine l'autre.

Depuis le 30 octobre dernier, nous sommes tous appelés à vivre comme avant dans la province de Québec, où pour la moitié de la population au moins, la fête nationale du 1er juillet a un sens. Pour 60% de francophones souverainistes, comment nous faire respecter sans être continuellement accusés de racistes et de repliés sur soi?

Et si la solution était dans le traité de Montréal de 1701 qui avait pour but de réunir sous une seule confédération toutes les nations qui habitent l'Amérique du Nord comme les enfants de l'arc-en-ciel de la ceinture de Wampun? Nous devons trouver une solution pacifique pour permettre à chacun d'être lui-même et de pouvoir construire tous ensemble un habitat où il fait bon vivre.

France Croteau  
Sherbrooke

## Pour un casino à Sherbrooke

M. Jean Perrault  
MM, les conseillers  
Ville de Sherbrooke

S'il y a un casino en région, il se doit d'être à Sherbrooke, la capitale de l'Estrie.

Depuis quelques années, avec l'avènement des casinos, on entend parler ou on lit dans les journaux qu'un ou des groupes de la région de Magog-Orford font pression sur le gouvernement du Québec afin d'obtenir un casino dans cette région. À Sherbrooke, que fait-on à ce sujet? C'est à se demander si Magog est la capitale de l'Estrie au lieu de Sherbrooke. Même si la belle montagne et le beau lac qui la voient sont attirants, ces beaux atouts ne confèrent pas automatiquement à Magog le titre de capitale de l'Estrie qui définitivement appartient à Sherbrooke, ma ville d'adoption depuis 1957. Je souhaite que Sherbrooke demeure la capitale. Toutefois, il faudrait lui donner d'autres outils à cette fin dont le casino, si ce «mal» doit s'installer dans la région de l'Estrie.

Quand je lis dans le journal *La Tribune* du 18 octobre 95 que la Ville de Sherbrooke donne son appui à un projet d'étude de faisabilité pour l'implantation d'un casino dans la zone Magog-Orford, ceci avec les dollars des contribuables (payons pour exporter notre commerce) ce qui nous appartient. Prenant connaissance de ces faits, les bras me tombent, aussitôt je les relève et me dis, il faut faire quelque chose c'est un non sens et c'est la raison de ma présence ici ce soir.

Si l'Estrie un jour doit avoir un casino, c'est à Sherbrooke qu'il doit s'installer. Dernièrement, soit le 30 octobre, dans *La Tribune*, il était mentionné qu'un entrepreneur de Stanstead avait démarré son propre mini-casino et que les clients d'outre-frontière affluaient et ça à Stanstead, un village où plus de 30 000 \$ de mises par semaine se faisaient.

Développons un casino dans la métropole qu'est Sherbrooke et non dans une banlieue avec tous les autres services déjà existants, ces derniers seraient renforcés et nul doute que d'autres s'y grefferont.

Où installer pareil événement permanent? Au centre-ville, ce pauvre moribond a besoin de sang neuf. Quelle belle façon de lui redonner vie. Des sites possibles dépendamment de l'ampleur que l'on peut ou veut lui donner, il en existe. Je ne veux pas les indiquer ici, mais pourrai le faire plus tard afin d'éviter la spéculation.

Par un autre article paru dans *La Tribune* du 1er novembre, il était annoncé que 100 000 \$ sont disponibles pour le démarrage de dix nouveaux commerces qui pourraient obtenir 10 000 \$ chacun; peut-être est-ce un beau projet mais une bonne façon de les aider à plus long terme serait d'avoir plus de va-et-vient autour d'eux par un gros moteur au centre-ville et cette dernière possibilité est sans aucun doute le casino.

Dans les dernières années, de belles occasions ont été ratées en ce sens; des services qui auraient pu avantageusement être implantés sur le site Promenades des Grandes-Fourches et Place du Marché, soit le Centre des congrès ou le Palais de justice ou l'édifice des services provinciaux coin Frontenac et Belvédère Nord, mais comme au temps des cowboys, les dirigeants du temps ont préféré dire go west. Les raisons peuvent être nombreuses, peut-être vaut-il mieux ne pas les connaître, mais aujourd'hui, dans tous ces secteurs, on se marche sur les pieds, le stationnement y est rare.

Mesdames, Messieurs du conseil actuel, il ne faudrait pas laisser une banlieue vous damer le pion avec le casino; ne pas oublier que les occasions gros moteurs ne sont pas légion (il en reste très peu). Profitez de la dernière chance soit le casino, pour revigorer le centre-ville. S'il doit y en avoir un en Estrie, qu'il s'installe à Sherbrooke, votre ville, notre ville, ma ville.

J.-René Tardif  
Sherbrooke

NDLR: La Tribune publie gratuitement les opinions des lecteurs. Les sujets d'intérêt local ou régional ont la priorité, et nous ne nous engageons pas à publier toutes les lettres reçues. Les lettres doivent être courtes et nous nous réservons le droit de les abrégier. Chaque lettre doit être signée et comporter l'adresse complète de l'auteur avec son numéro de téléphone. Ces renseignements restent confidentiels, seuls les noms de l'auteur et de la ville d'origine apparaîtront dans le journal. Les lettres anonymes comme les lettres injurieuses ne seront pas publiées.

Le rédacteur en chef

## POINT DE VUE

### «Au contraire, la maturité du Québec»

À la lecture de l'éditorial paru dans *La Tribune* du vendredi 17 novembre, il nous semble que l'analyse qui est faite de la position du gouvernement québécois par rapport à la conférence de Charlottetown sur la situation des pêches au Canada manque de perspective historique et dénote, ainsi, une incompréhension marquée de la position traditionnelle du Québec.



Gaston Leroux

Nous aimerions apporter à l'attention de vos lecteurs et lectrices ces quelques éléments de réflexion qui leur permettront de prendre connaissance d'un autre point de vue sur la politique du gouvernement québécois en matière de relations fédérales-provinciales.

Comparer la réaction du gouvernement québécois, dans ce dossier, à celle d'un adolescent qui boude, comme le

fait l'éditorialiste, n'est pas très révélateur de la dynamique profonde que sous-tend la position du Québec en matière de relations politiques avec les autres membres de la fédération canadienne. Il n'est pas question ici d'une attitude infantile ou d'une réaction immature de la part de l'État québécois.

Au contraire, depuis toujours le Québec a fait preuve d'une grande maturité à la table de négociations avec l'ensemble des membres de la fédération canadienne. Il a défendu avec acharnement son statut de peuple fondateur. Le premier référendum demandait aux Québécois d'accorder à leur gouvernement un mandat de négocier un terrain d'entente avec le Canada anglais. La Loi constitutionnelle de 1982, en ignorant le statut de l'État québécois comme représentant de l'un des peuples fondateurs, l'a éjecté de la fédération canadienne. Ainsi, c'est à l'unanimité que l'Assemblée nationale du Québec s'est opposée au rapatriement de la Constitution et n'a pas ratifié cette entente entre le gouvernement central et les neuf autres provinces de la fédération; dès lors, les habitants du Québec, constitutionnellement, n'étaient plus des citoyens canadiens. Curieux que l'éditorialiste ignore ce fait capital de l'histoire du Canada et du Québec. Ainsi, courageusement et en toute maturité, le gouvernement québécois va appuyer la démarche, à l'origine sincère, du Parti conservateur du Canada dans sa volonté de réintégrer le Québec dans le giron constitutionnel canadien. Une démarche qui va conduire à l'Accord du lac Meech en 1987 et à son échec en 1990. Robert Bourassa avait mis quatre ans à arracher le texte de Meech à ses partenaires du Canada anglais; une entente

qui définissait cinq conditions minimales pour que le Québec entérine la Constitution canadienne.

La réponse fut cinglante; le reste du Canada, avec l'aide du député de Sherbrooke Jean Charest (dilution de la notion de société distincte), ne voulut pas reconnaître le caractère distinct de la société québécoise; son statut égalitaire en tant que peuple fondateur fut ignoré. Aujourd'hui, cinq ans et demi plus tard, la situation demeure inchangée, le Canada anglais ne veut toujours pas reconnaître la collectivité québécoise comme distinctive de la société canadienne. Voilà pourquoi, après l'échec de Meech, Robert Bourassa prenait l'engagement de ne plus jamais négocier à 11, mais de négocier à deux, c'est-à-dire d'égal à égal avec le gouvernement canadien. Le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, madame Louise Beaudoin, en affirmant que le gouvernement québécois, fort de l'appui de 49,4% de la population du Québec à la souveraineté, ne se présentera plus à aucune conférence fédérale-provinciale, ne fait que réaffirmer la position initiée par l'ancien premier ministre du Québec, Robert Bourassa.

Dans le cas de la Conférence nationale sur les pêches, l'explication de l'absence du Québec, outre la décision du gouvernement québécois de ne participer qu'à des discussions bilatérales, est la suivante: lors du forum sur les pêches maritimes tenu à Gaspé en avril 1995, le ministre des Pêcheries du Québec, Marcel Landry, avait reçu un mandat de l'industrie québécoise pour négocier avec le gouvernement fédéral, ni plus ni moins, que le rapatriement de la question des pêches maritimes. La politique de l'État québécois, porte-parole des ac-

teurs économiques de cette industrie au Québec, a pour objectif l'obtention de la gestion complète des ressources exploitées uniquement par les pêcheurs québécois, et d'une gestion partagée pour les espèces migratrices. Ignorant totalement les revendications connues du Québec, le ministre des Pêcheries du Canada, Brian Tobin, propose à la conférence de Charlottetown un ordre du jour qui va dans le sens contraire de la position du Québec et favorise une plus grande centralisation des prises de décision en matière de gestion de l'industrie des pêches.

Par exemple, dans ce dossier comme dans beaucoup d'autres, ceux du commerce interprovincial, du développement régional, de la formation de la main-d'œuvre, le gouvernement du Canada, dans une attitude de plus en plus centralisatrice, souvent avec la complicité des autres provinces, ignore systématiquement la volonté d'une majorité (comprenant autant des fédéralistes que des souverainistes) de Québécois de se doter des outils nécessaires pour gérer efficacement des secteurs névralgiques de son économie.

Quoi qu'il en soit, l'État québécois représente les intérêts du Québec et il affirme ne plus vouloir se faire flouer dans les conférences interprovinciales, autant coûteuses qu'inutiles, et veut négocier dans le cadre d'échanges bilatéraux avec le Canada anglais; position avantageusement claire et conséquente avec l'histoire récente de ce genre d'exercice.

Gaston Leroux  
Député fédéral de Richmond-Wolfe

ADMINISTRATION	RESSOURCES HUMAINES	RÉDACTION	PUBLICITÉ	PRÉ-IMPRESION & PRODUCTION	COMPTABILITÉ	TIRAGE
Raymond Tardif Président et éditeur	Jean-Guy Farah Vice-président Finances et administration	Jacques Pronovost Rédacteur en chef	Stéphane Lavallée Directeur de l'information	François Fouquet Directeur	Alain LeClerc Jocelyn Godbout Adjoints au directeur	René Bôliveau Directeur
	Michel Poulin Directeur			André Roberge Contrôleur et adjoint au directeur	André Corriveau Contrôleur	Julienne Poulin Gérante du crédit
					Pierre Dubois Directeur	André Custeau Adjoint au directeur



Les coûts de protection contre les incendies ne cessent de croître pour les municipalités de la banlieue

# L'idée d'une régie intermunicipale sourit aux maires

Denis DUFRESNE Sherbrooke

Confrontés dans les années à venir à des hausses importantes des coûts de protection contre les incendies, avec la volonté de Sherbrooke de répartir plus équitablement une facture annuelle de près de 10 millions \$, les maires de la banlieue sont ouverts à différents scénarios, dont celui d'une régie intermunicipale.

«Je n'exclus pas cela du tout, cela fait partie des scénarios que Fleurimont va regarder dans le futur. Si je paye, j'aimerais bien avoir mon mot à dire. On pourrait aussi avoir notre propre service», déclare le maire Francis Gagnon.

Bien que le sondage du Groupe Everest démontre que les citoyens tiennent au niveau actuel de service et ne sont pas d'accord pour en réduire la qualité en vue de faire baisser la facture (à 87,8 pour cent), M. Gagnon estime qu'il va falloir revoir le service des incendies, rechercher une façon de faire qui amènerait une réduction des coûts.

«Dans ma municipalité, j'ai 95 pour cent de bungalow, mes besoins ne sont pas les mêmes qu'à Sherbrooke», allègue le maire de Fleurimont, qui verse actuellement 367 000 \$ par année à Sherbrooke pour les pompiers en vertu d'une entente qui prend fin le 31 décembre 1997.

de Sherbrooke, «autant participer aux décisions».

Il maintient toutefois que le service actuel est trop cher compte tenu des besoins réels de sa municipalité.

«Lorsqu'on nous demande plus de 200 000 \$, nous sommes obligés de regarder une autre alternative», dit M. Pouliot, au moment où Sherbrooke souhaite faire passer la facture annuelle de sa municipalité de 179 000 \$ à 421 000 \$.

Le différend entre les deux villes est tel, que le dossier vient d'être soumis au ministère des Affaires municipales.

«Je ne peux critiquer la qualité du service, c'est un excellent service, mais est-ce que Sherbrooke peut développer un service efficace à coût moindre? Oui ils le peuvent», juge M. Pouliot.

Le maire de Rock Forest, Bertrand Delisle, s'oppose lui aussi à ce que les coûts pour le service des incendies soient répartis également entre toutes les municipalités.

«Des coûts doivent être couverts exclusivement pas Sherbrooke, je ne veux pas donner de chiffres, mais il y a des coûts fixes que la Ville doit supporter et la balance peut l'être par les autres», dit-il.

«Je ne vois pas pourquoi les citoyens paieraient per capita», ajoute-t-il.

Quant à l'idée d'une régie intermunicipale des incendies, M. Delisle répond: «Pourquoi pas? Tout est ouvert, tout est sur la table!»

## Paix de partage

A Saint-Elie-d'Orford, le maire Richard Gingras prône



Les maires de la banlieue envisagent divers moyens de réduire le coût de la protection contre les incendies, dont la mise en place d'une régie intermunicipale

également un service en fonction des besoins et n'écarter pas l'idée d'une régie.

«Il y a plusieurs facteurs à envisager, il pourrait y avoir une base de coûts imputables à Sherbrooke et la balance se-

rait payée par la banlieue. Mais payer per capita, alors que les immobilisations sont toutes à Sherbrooke et qu'il n'y a pas de partage des actifs...», déclare M. Gingras.

«Sherbrooke a toujours

donné un bon service, mais il faudrait entre autres évaluer combien pourrait coûter à la banlieue un service selon nos besoins», ajoute-t-il.

En revanche, le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, estime que lorsque 61,5 pour cent des citoyens de la banlieue sont d'accord pour une répartition équitable des coûts, «c'est le gros bon sens qui parle».

«J'en déduis que les gens pensent

que le service est de qualité et qu'on devrait partager les coûts véritablement», mentionne-t-il.

M. Perrault est aussi satisfait du fait que 87,7 pour cent des répondants sont peu ou pas du tout d'accord pour diminuer la qualité du service en vue d'en réduire les coûts.

«Je me dis que cela va dans le sens du message que l'on véhicule depuis le début», signale-t-il.

## Trop cher

Le maire d'Ascot, Robert Pouliot, juge lui aussi que tant qu'à payer pour les services

# Il y a 25 ans, une bombe éclatait dans le monde sherbrookoïse du taxi

Sherbrooke (AG)

Il y a 25 ans une bombe éclatait dans le monde du taxi. Contre toute attente, les compagnies Veteran et Red Diamond annonçaient la fusion de leurs activités sous un seul et même nom: la Sherbrooke Radio Taxi.

Ceux qui, à l'époque, savaient jusqu'à quel point la concurrence était féroce entre ces deux compagnies de taxi, furent estomaqués. Jamais, disait-on, cela n'allait arriver tellement les deux compagnies défendaient jalousement leur territoire.

Pourtant, vingt-cinq ans plus tard, Louis-Paul Marcotte, un des instigateurs de cette fusion, affirme que ce scénario était inévitable.

Dans les années 50 et 60, dit-il, Sherbrooke comptait

cinq compagnies de taxi: les Diamond, les Red Diamond, les Black Diamond, les Blue et les Veterans Taxi.

«Dans ce temps-là, c'était la guerre. Quand un taxi avait la chance de voler un voyage à un autre, on le faisait», dit-il.

Des cinq compagnies de taxi qui existaient à l'époque, trois se sont fusionnées au milieu des années 60, sous l'influence de... Sam Steinberg.

«Lorsque Sam Steinberg a ouvert son premier magasin à Sherbrooke, au bout de la rue Wellington Nord, j'ai su qu'il cherchait des taxis pour faire livrer ses commandes», explique M. Marcotte qui fut propriétaire de taxi durant 10 ans avant de devenir opérateur durant 38 ans.

«Je suis donc allé voir M. Steinberg et il m'a dit que ça lui prenait une flotte de 50 taxis avant de donner le con-

trat.»

Comme aucune des cinq compagnies ne pouvait offrir une telle flotte, une première fusion fut réalisée: celle entre les Red Diamond, les Diamond et les Black Diamond. «Cela nous faisait 55 voitures et M. Steinberg nous a donné le contrat.»

Quelques années plus tard, lorsque les Veterans et les Blue ont à leur tour uni leurs forces, Léo-Paul Marcotte s'est dit que le moment était peut-être venu de penser à une seule et même compagnie.

Pour y arriver, il commença par mettre sur pied une ligue de quilles qui réunissait autant les propriétaires des Veterans que du Red Diamond.

«On jouait à 3h du matin, après notre journée de travail. Durant la journée on se battait l'un contre l'autre sur le taxi, mais la nuit on mettait nos différends de côté pour jouer aux quilles.»

## Entre deux allées

Petit à petit, entre deux allées de quilles, l'idée de fusionner les deux compagnies fait son chemin. «On s'est dit pourquoi ne pas se fusionner et offrir un bon service au client plutôt que de toujours se chicaner», raconte celui qui, l'an dernier a mis sur pied l'Association des retraités de Taxi Sherbrooke.

Comme chaque compagnie y trouvait son compte, la fusion fut annoncée le 25 octobre 1970. Depuis ce temps, Sherbrooke Radio Taxi s'est francisée et est devenue Taxi Sherbrooke. En guise de souvenirs d'une époque révolue, elle a toutefois conservé les deux numéros de téléphone qu'utilisaient jadis les Veterans et le Red Diamond.

## MISE AU POINT

Dans la circulaire Sears en vigueur du 27 novembre au 3 décembre 1995 et distribuée le 26 novembre 1995, veuillez prendre note qu'à la page 17 pour les téléviseurs SÉRIE ÉCRANS GEANTS, les prix de la télé 61 po N°14775 doivent se lire rég. 4899,99 et le prix de vente correct est de 4799,99 et non 4299,99.

Nous présentons nos excuses à notre clientèle.

**SEARS**

13321

## 1200 \$ pour La Chaudronnée

Sherbrooke (DF)

L'organisme La Chaudronnée ne vit pas une crise financière mais a besoin de sa campagne de financement pour survivre, estime son président, Luc Loignon.

Et cette campagne de financement en était à sa première activité officielle, hier matin, alors qu'on a reçu pas moins de 150 personnes dans le cadre d'un brunch-bénéfice au sous-sol de l'église Immaculée-Conception.

«On a besoin d'environ 25 000 \$ et on va tenter d'aller chercher ces argents un peu partout», indique le président de l'organisme qui fournit des repas à une cinquantaine de personnes par jour.

Mais le brunch n'a pas rapporté autant que prévu.

L'objectif initial de 2500 \$ ayant été revu pour être établi à 2000 \$, les responsables n'ont récolté que 1200 \$ de recettes après le brunch.

«Mais on est quand même très satisfait», dit M. Loignon, plus de 150 personnes ayant participé au brunch-bénéfice.

Au cours des prochaines semaines, les responsables de l'organisme solliciteront des compagnies et certaines personnalités pour joindre les deux bouts dans sa campagne de financement.

**L. LACHANCE ET ASSURANCES** PRÉSENTE LE

**QUILLEHON MYSTÈRE**

LE MERCREDI 17 JANVIER 1996  
AU SALON DE QUILLES ABÉNAKIS

AU PROFIT DES GRANDS FRÈRES  
ET GRANDES SOEURS DE SHERBROOKE

«Formez une équipe parrainée financièrement par votre entreprise et jouez avec l'une des 20 personnalités-mystères présentes.»

OUI, C'EST POSSIBLE DE DONNER TOUT EN S'AMUSANT!  
**INFO: 822-3243**

**Brasserie Le Dauphin**

C'est le temps d'la dinde et encore plus...

**L'équipe du Dauphin**

VOUS PRÉSENTE

**5 FAÇONS DE GOÛTER**

À notre dinde

À partir de **999 \$**

Joyeuses Fêtes!

POUR RÉSERVATIONS : **565-0911**

RUE CONSEIL DANS L'EST

RÉSERVEZ TÔT POUR LE DÎNER DU JOUR DE L'AN

**Kama Sûtra**

L'intérieur de la Grand Am 1996 a été entièrement redessiné. Plus ergonomique et surtout, plus confortable, il permet d'être dans la meilleure position... de conduite.

**GRAND AM PONTIAC**  
LA PASSION DE CONDUIRE



# Un incendie fait une victime à Saint-Claude

Daniel FORGUES

Saint-Claude

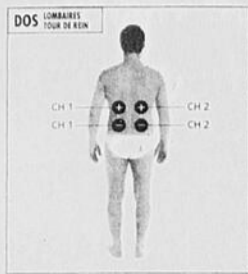
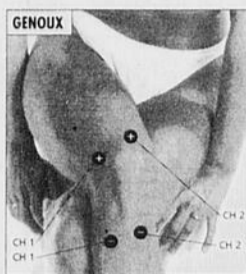
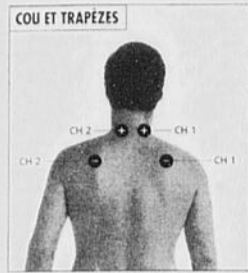
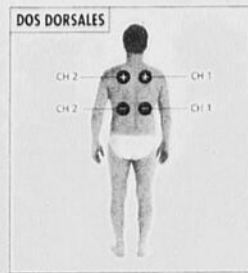
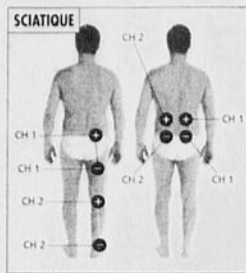
Deux policiers de la SQ et le locataire d'un duplex n'ont pas hésité à risquer leurs vies aux petites heu-

res samedi matin pour tenter de sauver l'occupant d'un logement en flammes dans la petite municipalité de Saint-Claude, à quelques kilomètres de Windsor, un homme qu'on a finalement retrouvé asphyxié et dont on a constaté la mort une fois transporté à l'hôpital.

## INVITATION

### CONFÉRENCE

Découvrez des méthodes naturelles pour soulager efficacement vos douleurs



Profitez de la nouvelle révolution qui s'installe dans le domaine de la santé!

Conférencier: **M. Roland St-Pierre, président Horizon Santé international inc.**

**Le mardi 28 novembre 1995 à 19 h 30**

Entrée libre

Hôtel des Gouverneurs  
3131, rue King Ouest  
Sherbrooke, Québec

Entrée libre

Pour obtenir plus d'informations, communiquez au:  
Sherbrooke: (819) 849-4386 ou 1 800 363-3697 (sans frais)



Quelques indices extérieurs laissent entrevoir le drame qui s'est déroulé, aux petites heures samedi matin, sur cette propriété du chemin de la Baie Boissonneault dans la petite municipalité de Saint-Claude. En médaillon, Renald Simoneau a tenté en vain de sauver son voisin et copain Luc De l'Étoile.

«La fumée m'a réveillé, je me suis rendu dans la cuisine, je pensais que c'était ma vieilleuse puis le 'fridaire' mais j'ai vu que ça ne venait pas de chez moi», raconte Renald Simoneau quelques heures à peine après les événements.

Réalisant qu'un incendie pouvait faire rage chez son voisin et copain Luc De l'Étoile, M. Simoneau s'y est rendu tout de suite.

«Il avait passé la veillée chez moi, il devait être chez lui. J'ai ouvert la porte et c'était plein de fumée», dit-il.

M. Simoneau a crié à plusieurs reprises à son voisin sans obtenir de réponse.

Il a ensuite fait appel à la SQ de Richmond, fait quelques vérifications au téléphone pour s'assurer que son voisin devait être chez lui.

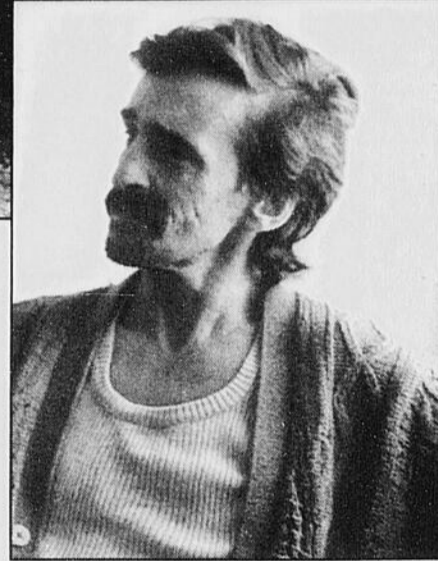
«J'ai mouillé une serviette et je suis

allé dans son logement avec une lampe de poche. J'ai fouillé son lit, j'ai regardé dans la salle de bain puis là, j'entendais le feu crépiter, j'ai eu peur de rester pogné et je suis ressorti», conte-t-il en entrevue avec *La Tribune*, les larmes aux yeux.

Deux patrouilleurs de la SQ, les agents Serge Boutin et Denis Paradis, sont arrivés sur place quelques minutes plus tard.

Mis au courant de la situation, ils ont rampé dans l'appartement, sous la fumée, pour y trouver la victime par terre, près d'une fenêtre.

Tous les moyens de réanimation ont été appliqués en attendant ambulanciers et pompiers, mais on n'a pu que constater le décès de cet homme de 26 ans et père de deux enfants lors de son arrivée à l'hôpital.



M. De l'Étoile demeurait seul depuis près d'un an dans ce logement du chemin de la Baie Boissonneault.

Un feu de cuisson serait à l'origine des flammes. Les dommages sont relativement limités de sorte que l'autre partie du duplex est encore habitable.

Peu de temps après que les pompiers de l'endroit aient contrôlé l'incendie, le voisin, Renald Simoneau, dit avoir vu un rond de poêle encore rouge dans la cuisine de la victime.

«Le rond était encore rouge et il y avait une poêle dessus», dit-il.

### Nouveau plan de pratique médicale nécessaire au CUSE: Simoneau confiant

Sherbrooke (FG)

Des frictions sont possibles en cours de route mais le Centre universitaire de santé de l'Estrie (CUSE) a bon espoir d'en arriver d'ici le printemps prochain à un plan de pratique médicale qui puisse satisfaire l'ensemble de ses médecins.

Cet exercice qui débute, et qui porte tant sur la rémunération des médecins que sur l'obligation de souscrire à l'enseignement universitaire, affectera en particulier la moitié des quelque 440 médecins du CUSE travaillant au centre-



Normand Simoneau

ville (pavillons King est et Bowen).

Le directeur général du CUSE, Normand Simoneau, a expliqué que la mise au point d'un nouveau plan de pratique est nécessaire pour assurer à l'établissement de conserver son statut universitaire. Il y est notamment question, parmi les 19 critères à cet effet, que les médecins consacrent du temps à l'enseignement universitaire. De même, une partie des honoraires qu'ils touchent doit faire l'objet d'une mise en commun.

Les médecins qui travaillent à Fleurimont sont habitués depuis longtemps à ce mode de fonctionnement. Mais ce ne sera pas nécessairement évident d'insuffler une telle culture à leurs collègues qui travaillent au centre-ville. «Théoriquement, cela (le nouveau plan de pratique médicale) pourrait amener à un mode de fonctionnement assez homogène, en fonction de ce qu'on a connu sous l'ancienne organisation du CHUS», a indiqué M. Simoneau, qui admet la possibilité d'une «certaine résistance». «C'est sûr que ça peut apparaître difficile à réaliser mais je suis convaincu que ce ne sera pas impossible», a-t-il manifesté.

C'est pourquoi justement, dans le but d'assurer la meilleure harmonie possible dans les discussions qui s'amorcent, le CUSE a formé un comité qui sera sous la présidence de Michel Dubreuil, directeur général adjoint à la Régie régionale de l'Estrie. Reconnu pour sa neutralité et sans attache à un centre hospitalier ou à la faculté de Médecine, on a bon espoir que le travail de M. Dubreuil conduise aux résultats souhaités.

Le groupe s'est fixé la date du 1er juin 1996 pour procéder au dépôt du plan de pratique médicale.



## SEARS

Attendez-vous à plus

**Lundi, mardi, mercredi seulement**

Rabais  
**40%**  
sur les prix courants de  
**TOUS**

LES ARTICLES  
DE NOTRE  
**BOUTIQUE DE NOËL**

TOUS les arbres  
TOUTES les guirlandes  
TOUTES les cartes de Noël  
TOUS les papiers  
d'emballage de Noël  
TOUTES les décorations  
TOUTES les lumières  
et jeux de lumières  
TOUTES les gâteries du  
temps des Fêtes  
**Sans exception!**

C'est comme avoir

**3 JOURS  
SANS TAXES\***

\*Sears déduira de votre achat un montant équivalent à

LA TPS ET LA TVQ

**TOUS**

- les sous-vêtements
- vêtements de nuit
- vêtements de détente

• robes de  
chambre  
• bas

pour

**FEMMES**

Prix en vigueur du lundi 27 novembre au mercredi 29 novembre 1995, dans la limite des stocks disponibles

SEARS

Attendez-vous à plus

Les mentions 'Ord' ou 'État' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Pointe-Claire: 694-8815, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Deux-Montagnes: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Victoriaville-Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444, St-Georges de Beauce: 228-2222. Copyright Canada, 1995, Sears Canada Inc.

Tous les articles, couleurs ou tailles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.